



**MINISTÈRE
DES SPORTS
ET DES JEUX OLYMPIQUES
ET PARALYMPIQUES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Discours de la Ministre des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques

Mme Amélie Oudéa-Castéra

Réunion des recteurs

Jeudi 12 janvier 2023

Seul le prononcé fait foi.

Mesdames et messieurs les ministres,

Monsieur le secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale et de
la Jeunesse,

Mesdames et Messieurs les recteurs et rectrices de région académique,

Monsieur le recteur de Paris,

Mesdames et Messieurs les recteurs et rectrices d'académie,

Mesdames et Messieurs les recteurs et rectrices délégués pour
l'enseignement supérieur et la recherche,

Monsieur le directeur d'académie de Paris,

Messieurs les directeurs généraux,

Madame la cheffe de l'Inspection Général,

Mesdames et messieurs les directeurs,

Mesdames et messieurs,

C'est avec joie que je me présente devant vous pour la troisième fois depuis que je suis ministre, à l'occasion de cette traditionnelle réunion de début d'année des recteurs, qui nous permet de revenir ensemble sur un certain nombre de grands projets qui vont ponctuer les prochains mois.

Mais avant d'évoquer ces points, je profite d'abord de l'occasion qui m'est offerte pour vous adresser à chacun d'entre vous mes meilleurs vœux de réussite, de bonheur et de santé, à vous comme à vos proches.

Il est toujours émouvant, pour une ministre des Sports, et désormais des Jeux olympiques et paralympiques, de s'exprimer ici, en Sorbonne, devant ceux qui, depuis plus de deux siècles, veillent à ce que notre Nation à de plus chère : l'éducation de la génération qui vient.

D'autant que le Baron Pierre DE COUBERTIN, lorsqu'il présenta en ce lieu son projet de Jeux olympiques modernes, avait pour notre pays un dessein plus vaste : celui de mettre le sport au cœur de la formation des élèves, fidèle, en cela, à la tradition humaniste du « *mens sana in corpore sano* » qui n'avait jamais cessée de l'inspirer.

Aujourd'hui encore, alors que nous sommes à 560 jours de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris 2024, ce cap est le nôtre ; inspirer notre jeunesse et lui léguer un héritage durable au cœur duquel le sport puisse avoir toute sa place, est au cœur du projet que nous portons pour les Jeux.

Favoriser la réussite du plus grand événement sportif planétaire est en effet un élément central de la feuille de route que m'ont confiée le Président de la République et la Première ministre. Elle est, depuis l'entrée en vigueur de la réforme qui a fait de vous des recteurs avec une compétence élargie au sport, au cœur de l'action des services dont vous avez la responsabilité, et dans le pilotage que vous en aurez. Je sais pouvoir compter sur vous.

La réussite des Jeux, j'ai coutume de dire qu'elle s'appuiera à l'aune de quatre exigences cardinales :

- Une organisation irréprochable de l'événement ;
- Des athlètes français au meilleur de leurs performances sportives ;
- Des Jeux qui soient pour toutes et tous une vraie fête populaire, sur tous les territoires ;
- Un héritage de l'événement pensé de manière durable pour l'ensemble de la Nation.

Sur chacun de ces plans vous avez, par le truchement de vos services, un impact plus que significatif.

Sur l'organisation d'abord, en permettant par exemple aux collectivités dont les centres de préparation des Jeux, parmi les 962 répertoriés sur le territoire, recevront des délégations étrangères de le faire dans les meilleures conditions et en bonne articulation avec le mouvement sportif local ; ou en prévoyant, quand l'organisation de service le permet et sur la base du volontariat, la contribution des cadres placés sous votre autorité à la mise en place et à l'animation des sites d'entraînement et de compétition.

Sur l'accompagnement de la performance de nos athlètes, dans un contexte où l'excellence de leurs résultats sportifs et celle de nos équipes de France seront évidemment des facteurs clés de la liesse populaire mais aussi du bilan de Paris 2024.

A cet égard, en posant l'objectif d'intégrer durablement le top 5 des nations les plus médaillées, le Président de la République a souhaité porter cette ambition au plus haut. C'est le sens du plan « Ambition Bleue », placé sous la coordination de l'Agence nationale du Sport, qui fédère largement les acteurs du sport français pour faire de l'opportunité de gagner devant sa famille, ses amis, son pays une chance incroyable et une force pour nos athlètes et leur encadrement.

Vous contribuez à cette mobilisation, je le sais en permettant à certains nos sportifs de concilier un projet académique avec leur projet de performance sportive et en engageant les DRAJES dans le plein exercice des prérogatives

liées à l'autorité hiérarchique qu'ils exercent sur les deux tiers des CTS, soit plus d'un millier de cadres techniques qui accompagnent la performance de nos champions.

Pour être réussis, ces Jeux, je l'ai dit, doivent aussi être une grande Fête populaire pour l'ensemble des territoires, et vous aurez un rôle important à jouer là encore grâce à l'implication des DRAJES dans les collectivités labellisées Terre de Jeux, dans la vie sportive des zones de célébration et l'organisation d'actions vertueuses dans les établissements Génération 2024.

J'aurai l'occasion de revenir plus en détail sur ces éléments lors de la prochaine réunion des recteurs, puisque vous serez accueillis dans les locaux du comité d'organisation de Paris 2024 le 16 février prochain.

Le projet de Paris 2024 est celui de tout notre pays, et nous avons la responsabilité de rendre cette mobilisation possible, dans un cadre de doctrine qui sera précisé lors du comité interministériel olympique et paralympique présidé par la Première ministre à la fin du mois.

Vos équipes seront aussi mises à contribution pour déployer la billetterie populaire de l'Etat, annoncée en juillet dernier par le Président de la République, et qui permettra à 400 000 de nos concitoyens jeunes, en situation de handicap, bénévoles du mouvement sportif ou parmi les agents du service public contribuant à leur réussite d'assister à ces Jeux. Plus qu'un billet, il nous faudra donner du sens et de l'élan autour de cet événement en montrant ses valeurs.

Le quatrième et dernier angle, que je souhaite aborder et développer avec vous, est celui de la construction d'un héritage utile et durable.

Cet héritage sera bien entendu protéiforme : il concerne notre approche de la haute performance comme l'aménagement de la Seine-Saint-Denis, la baignabilité de la Seine ou la construction de 5 000 terrains de sport

nouveaux – un projet dans lequel là aussi les DRAJES sont pleinement impliquées. Il a également trait à l'évolution du regard sur le handicap.

Mais cet héritage touche, d'abord et avant tout, à la place qu'occupe et qu'occupera le sport dans la vie de nos concitoyens, c'est-à-dire sur la construction de « *la nation sportive* » que le Président de la République appelle avec nous de ses vœux avec un cœur de cible : notre jeunesse. Une jeunesse que nous voulons inspirée, bien dans ses baskets.

Alors que se multiplient les alertes sur les conséquences sanitaires de nos modes de vie et que progressent la sédentarité et l'inactivité physique, nous avons, à l'occasion de l'accueil de cet événement séculaire que sont les Jeux d'été, une responsabilité collective immense vis-à-vis de notre jeunesse.

C'est vraiment cette mère des batailles que je veux aborder ce matin avec vous, en focalisant mon propos sur notre responsabilité à l'égard de la jeunesse.

119^{ème}. A un tel rang mondial, un athlète français ne se qualifierait pas pour les Jeux olympiques ou pour des championnats du monde.

119^{ème} c'est pourtant le rang auquel la France se classe parmi les 146 pays observés par les chercheurs de l'OMS quant au niveau d'activité physique effectif de ses adolescents. Ces mêmes adolescents dont l'ANSES détaillait l'an dernier que deux tiers d'entre eux font face à un risque sanitaire grave du fait de la conjonction entre leur inactivité physique et leur niveau d'exposition aux écrans.

Avec cette « bombe à retardement », telle que la qualifie le Professeur François Carré, encore accentuée par la Covid, notre jeunesse bascule – ne regardons pas ailleurs.

Si ces chiffres inquiètent, et leurs conséquences plus encore, puisque la génération actuellement sur les bancs de l'école pourrait pour la première fois connaître une espérance de vie inférieure à celle de ses parents, rien n'est irréversible. Une étude menée par ce même Professeur Carré, qui sera publiée à la fin du mois, démontre en effet que les capacités cardiovasculaires des enfants peuvent s'améliorer très sensiblement après un programme de remise en forme.

Ce matin, c'est donc moins un cri d'alarme qu'un vigoureux appel à l'action que je voulais passer devant votre assemblée.

Mobilisés et en mouvement, nous le sommes déjà. Depuis l'attribution des Jeux à la France en 2017, les ministères chargés de l'Education nationale et des sports n'ont cessé de soutenir le développement de la pratique chez les jeunes en lien avec les Jeux, en particulier en milieu scolaire :

- Plus de 20% des établissements scolaires et universitaires ont déjà rejoint le label Génération 2024, qui reconnaît une mobilisation autour des valeurs olympiques et paralympiques et de la pratique sportive ;
- Plus de 700 000 élèves ont pu participer aux actions déployées en 2022 dans le cadre de la Semaine olympique et paralympique.

Ces chiffres encourageants, nous les devons largement à la mobilisation des nombreux agents placés sous votre autorité dans les territoires, au niveau régional comme dans les DSDEN. Mais nous sommes encore loin d'être au rendez-vous de l'enjeu d'inspirer une génération active.

La mesure clé, pour laquelle l'échec ne saurait être une option, tant le Président de la République en a fait une priorité, et tant son potentiel transformateur est puissant, est évidemment la généralisation des 30 minutes d'activité physique quotidienne à l'école.

En complément de l'EPS, qui reste le pivot de la pratique sportive en milieu scolaire, ce programme d'abord expérimenté à une échelle modeste dans l'académie de Créteil en 2018, l'occasion pour moi de saluer le recteur AUVERLOT que je sais particulièrement engagé sur les questions sportives dans son laboratoire cristolien, a rapidement séduit des milliers d'écoles. Elles étaient 7 500 à l'issue de la phase de test, en juin dernier.

Pourtant, trop nombreux sont encore les parents, élus, professeurs des écoles eux-mêmes, qui nous indiquent, à chacun de nos déplacements depuis septembre, que ces 30 minutes ne trouvent pas leur place dans la journée de nos enfants, que c'est compliqué, que la cour d'école est trop petite, qu'ils n'ont pas le temps de les concilier avec les autres matières ou que les professeurs des écoles ne se sentent pas la légitimité pour faire faire de l'activité à leurs élèves.

Nous ne pouvons pas nous résoudre à une telle situation, alors que les modalités de ce programme ont été posées de manière suffisamment ouverte pour s'adapter et intégrer toute la variété de situations que connaissent nos classes et nos établissements.

Et pour cause : de formidables initiatives locales existent et peuvent être valorisées, avec des classes qui se mettent en réseau pour bouger ensemble, des enseignants et des cadres académiques mobilisés pour inventer de nouvelles manières d'apprendre et de faire du sport, des fédérations sportives qui investissent leur temps et leur expertise dans la création de contenus pédagogiques.

Mais le chemin est encore long pour que les plus de 4,1 millions d'enfants dans les écoles de France puissent bénéficier de cette chance nouvelle. Je dis bien chance, car il est démontré qu'elle est créatrice d'un climat de classe plus apaisé, d'un apprentissage facilité des autres matières, d'un capital santé restauré et d'une habitude qui se prend et se garde.

Ce chemin, il doit passer par une mobilisation renforcée de tous les échelons territoriaux dont vous avez la responsabilité : les référents 30 minutes placés dans les DSDEN bien entendu, qui portent le dispositif depuis sa création, mais également les IEN, les conseillers pédagogiques et jusqu'à la DGESCO dont je veux saluer chaleureusement le directeur général, cher Edouard GEFFRAY.

Des journées académiques de formation sur la promotion de la santé à l'école seront déployées dans les mois à venir à destination des CPC/CPD en évoquant les 30APQ. Je sais que nous pourrons compter, pour les accompagner, sur l'engagement de notre référent ministériel aux JOP Jean-Marc SERFATY, très engagé et très mobilisé dans la mission que nous lui avons confiée avec mon collègue Pap NDIAYE.

Ce chemin, il passe aussi par des outils renforcés mis à la disposition des professeurs des écoles eux-mêmes, dans le respect de leur liberté pédagogique. Beaucoup sont déjà disponibles sur la plateforme Génération 2024, opérée par le comité d'organisation, et dont nous nous assurerons de la pérennité après les Jeux.

Il passe aussi par une meilleure information des parents sur ce programme que nous devons nous employer à mieux faire vivre, tant dans les médias que sur les territoires.

A ce titre, la mobilisation des GAD au soutien de ces 30 minutes d'activité physique quotidienne pourrait favoriser une réponse coordonnée aux défis logistiques que peut poser cette « petite révolution silencieuse ».

Grâce à un engagement budgétaire important à la fois de mon ministère, représenté avec moi par Fabienne BOURDAIS, la directrice des Sports, de Paris 2024 et de l'Agence Nationale du Sport, nous allons permettre à l'ensemble des écoles élémentaires et primaires de recevoir avant la fin de l'année 2023 un kit de matériel sportif pédagogique.

Nous lancerons également avec le ministre de l'Education nationale et de la jeunesse, cher Pap NDIAYE, le 6 février prochain « l'équipe de France » des 30mn d'activités physiques. Elle sera composée de plus de 150 sportifs de haut niveau, qui se déplaceront dans les établissements pour faire du sport avec les élèves, mais aussi témoigner auprès d'eux de la place du sport dans leur vie.

« Le but simple et humain est de permettre à la jeunesse française de trouver dans la pratique des sports la joie et la santé ». Ces mots sont du premier de mes prédécesseurs, Léo LAGRANGE, doivent continuer d'être une source d'inspiration, face à des défis qui ne s'arrêtent bien entendu pas à la cour de l'école primaire.

Je veux aussi aujourd'hui remercier la mobilisation de l'ensemble des recteurs et des 46 DASEN, qui accueillent depuis novembre dans des établissements de leur ressort l'expérimentation 2h de sport en plus pour les collégiens.

Ce programme partenarial nouveau entre les établissements scolaires, le mouvement sportif et les collectivités locales permet de proposer à plus de 85 000 jeunes une offre nouvelle, différente et complémentaire de celle constituée par l'EPS, l'association scolaire ou la pratique compétitive en club. Installée dans 173 collèges, nous vous annoncerons prochainement les résultats de cette expérimentation, ainsi que la trajectoire de déploiement que nous envisageons pour la rentrée prochaine.

Cette mobilisation se prolonge également à l'université pour y développer la pratique sportive étudiante. Dans le cadre des ateliers IPCS, qui rythment la mobilisation de mon ministère sur des problématiques structurantes pour la place du sport en France, nous aurons l'occasion, Sylvie RETAILLEAU et moi-même, de présenter une feuille de route conjointe à nos deux ministères le 2 février prochain.

Ces exemples ne sont pas évidemment pas exhaustifs. Ils peuvent par exemple être complétés par le déploiement des dispositifs scolaires adressés aux jeunes qui ont le goût et l'amour du sport eux. Nous devons leur proposer des solutions améliorées, qui permettent réellement dans leur quotidien de concilier excellence sportive et excellence académique. Un sujet sur lequel Pap NDIAYE et moi avons souhaité saisir l'IGESR dès notre entrée en fonction et sur lequel je vous propose de revenir plus en détail le 16 février prochain.

Mesdames et Messieurs les recteurs, les secrétaires généraux d'académie, mesdames et messieurs les directeurs académiques, quel plus beau lieu que ce grand amphithéâtre de la Sorbonne, qui trône depuis bientôt mille ans au cœur du quartier latin, pour évoquer cette alliance du corps et de l'esprit, de l'excellence académique et de l'excellence scolaire, que trop souvent par le passé, notre pays a eu tendance à séparer.

Ce matin, c'est donc bien d'une révolution culturelle qu'il est question. Une révolution qui prend sa source, je l'ai dit, dans les plus vieux principes de l'humanisme européen et même, au fond, de la philosophie antique, et qui est pourtant, je le crois, l'une des meilleures réponses à apporter à certains des défis les plus contemporains.

Je sais comme vos missions sont déjà lourdes, et vos journées, par conséquent, bien remplies. Mais je peux vous assurer, et les pays du monde qui ont déjà franchi le cap sont là pour en témoigner : avec cette révolution culturelle, vous avez entre les mains une clé pour répondre non seulement aux défis sanitaires, mais aussi à de très nombreux défis scolaires, et, au fond, à ce qui vous anime chaque jour : œuvrer au développement et à l'épanouissement de notre jeunesse.

Je vous remercie.